CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 66.571/4
du 17 septembre 2019

sur

un projet d'arrêté royal 'modifiant divers arrêtés royaux portant exécution de la loi sur les armes, en vue de la transposition de la directive 91/477/CEE du Conseil du 18 juin 1991 relative au contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 66.571/4
van 17 september 2019

over

een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van diverse koninklijke besluiten ter uitvoering van de wapenwet, strekkende tot omzetting van richtlijn 91/477/EEG van de Raad van 18 juni 1991 inzake de controle op de verwerving en het voorhanden hebben van wapens'

‡LW-GGJTKCFFA-GGFIHBUQ‡

Le 10 septembre 2019, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice, chargé de la Régie des bâtiments à communiquer un avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant divers arrêtés royaux portant exécution de la loi sur les armes, en vue de la transposition de la directive 91/477/CEE du Conseil du 18 juin 1991 relative au contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 17 septembre 2019. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Bernard BLERO et Wanda VOGEL, conseillers d'État, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Benoît JADOT, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 17 septembre 2019.

*

Op 10 september 2019 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie, belast met de Regie der gebouwen verzocht binnen een termijn van vijf werkdagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van diverse koninklijke besluiten ter uitvoering van de wapenwet, strekkende tot omzetting van richtlijn 91/477/EEG van de Raad van 18 juni 1991 inzake de controle op de verwerving en het voorhanden hebben van wapens'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 17 september 2019. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Bernard BLERO en Wanda VOGEL, staatsraden, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Benoît JADOT, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 17 september 2019.

*

‡LW-GGJTKCFFA-GGFIHBUQ‡

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence du ministre se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le ministre peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier une disposition réglementaire.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 3°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

RECEVABILITÉ DE LA DEMANDE D'AVIS

L'avis du Conseil d'État est réclamé dans un délai ne dépassant pas cinq jours ouvrables.

En vertu de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 3°, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État', une telle demande n'est recevable qu'« en cas d'urgence spécialement motivée ».

En l'espèce, il ressort de la lettre de demande d'avis que l'urgence est motivée comme suit :

> « Het ontwerp strekt tot gedeeltelijke omzetting van Richtlijn (EU) 2017/853 van het Europees Parlement en de Raad van 17 mei 2017 tot wijziging van Richtlijn 91/477/EEG van de Raad inzake de controle op de verwerving en het voorhanden hebben van wapens. De eerstgenoemde richtlijn diende in nationaal recht te worden omgezet tegen uiterlijk 14 september 2018. Het ontwerp van besluit kon evenwel pas worden voorgelegd voor advies van de Raad van State na de inwerkingtreding van de wet van 5 mei 2019 houdende diverse bepalingen in strafzaken en inzake erediensten, en tot wijziging van de wet van 28 mei 2002 betreffende de euthanasie en van het Sociaal Strafwetboek, daar deze wet een noodzakelijke rechtsgrond voorzag voor dit besluit.
>
> De Europese Commissie stelde in haar met redenen omklede advies dd. 25 juli 2019 vast dat het Koninkrijk België nog niet alle maatregelen nam om de betrokken richtlijn in nationaal recht om te zetten en verzoekt om de nodige maatregelen te nemen binnen twee maanden na de ontvangst van dit gemotiveerde advies, d.i. tegen 26 september 2019, met verwijzing naar de geldelijke sancties die het Hof van Justitie kan opleggen wegens de niet-tijdige omzetting van richtlijnen.
>
> Om deze redenen, die eveneens in de aanhef van het ontwerp van besluit werden opgenomen, wordt de Raad van State om een spoedadvies verzocht ».

‡LW-CGJTKCFFA-GGFHBUQ‡

À lui seul, le fait que le délai de transposition d'une directive est écoulé ne suffit pas à motiver spécialement l'urgence qu'il y a ou qu'il y aurait à réclamer communication de l'avis du Conseil d'État dans un délai ne dépassant pas cinq jours ouvrables sur un projet de texte destiné à contribuer à transposer cette directive.

Il faut également établir que d'autres circonstances justifient plus particulièrement l'urgence invoquée.

Tel est le cas du fait que, comme en l'espèce, la Commission européenne a constaté dans un avis motivé que le Royaume de Belgique n'a pas encore pris diverses mesures en vue de transposer une directive, a demandé dans cet avis que les mesures nécessaires soient prises dans un délai dont l'expiration est proche et a renvoyé, dans le même avis, aux sanctions pécuniaires que la Cour de justice de l'Union européenne peut infliger en cas de transposition tardive d'une directive. Il importe toutefois de préciser que cette circonstance ne permet de motiver spécialement l'urgence qu'en ce qui concerne les dispositions du projet correspondant aux mesures que la Commission européenne a demandé au Royaume de Belgique de prendre dans le délai indiqué.

Compte tenu de ce qui précède, l'urgence invoquée dans la demande d'avis est admissible en ce qui concerne les dispositions suivantes du projet : les articles 4 et 5, l'article 6 en tant qu'il porte sur l'annexe 2 ainsi que celle-ci, l'article 7, l'article 9, l'article 10 en tant qu'il fixe la date d'entrée en vigueur des dispositions précitées, et l'article 11. Ces dispositions se rapportent en effet à certaines des mesures que la Commission européenne a demandé au Royaume de Belgique de prendre dans le délai indiqué. Pour les dispositions en question, la demande d'avis est donc recevable.

Par contre, l'urgence invoquée dans la demande d'avis ne peut être admise en ce qui concerne les autres dispositions, c'est-à-dire les articles 1er à 3, l'article 6 en tant qu'il porte sur l'annexe 1 ainsi que celle-ci, l'article 8 et l'article 10 en tant qu'il fixe la date d'entrée en vigueur des dispositions précitées ainsi que celle de l'article 10 de la loi du 7 janvier 2018 'modifiant la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes et le Code civil'. En effet, ces dispositions ne sont pas au nombre des mesures que la Commission européenne a demandé au Royaume de Belgique de prendre dans le délai indiqué. Pour les dispositions en question, la demande d'avis est donc irrecevable.

FORMALITÉS PRÉALABLES

L'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)', combiné avec l'article 57, paragraphe 1, c, et le considérant 96 de ce règlement, imposent l'obligation de consulter l'autorité de contrôle, en l'occurrence l'Autorité de protection des données, lors de l'élaboration d'une proposition de mesure législative ou d'une mesure réglementaire qui, comme

‡LW-CGJTKCFFA-GGFIHBUQ‡

tel est le cas de l'article 4 et de l'annexe 2 du projet, se rapporte au traitement de données à caractère personnel.

En l'espèce, la fonctionnaire déléguée a indiqué que cette formalité n'a pas été accomplie.

Il conviendra de veiller à son accomplissement et, cela fait, de viser au préambule l'avis de l'Autorité de protection des données.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

Il n'y a pas lieu, pour les dispositions à l'examen, de viser l'article 108 de la Constitution.

Ces dispositions trouvent leur fondement légal dans les diverses dispositions qui sont visées à l'alinéa 2, à l'exception toutefois de l'article 12/1, alinéa 2, de la loi du 8 juin 2006 'réglant des activités économiques et individuelles avec des armes' (la loi sur les armes).

Aussi, si l'arrêté en projet est adopté en n'y incluant que les dispositions pour lesquelles l'urgence est motivée, d'une part, l'alinéa 1er sera omis et, d'autre part, dans l'alinéa 2, la mention de l'article 12/1, alinéa 2, de la loi sur les armes sera également omise.

DISPOSITIF

OBSERVATION GÉNÉRALE

En vue de se conformer à l'article 2, paragraphe 3, de la directive (UE) 2017/853 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2017 'modifiant la directive 91/477/CEE du Conseil relative au contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes', outre ce que prévoit l'article 7, le projet d'arrêté doit être complété pour indiquer qu'il transpose partiellement la directive (UE) 2017/853.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Article 4

1. L'article 25/2, § 2, en projet doit être complété pour assurer la transposition, en ce qui concerne les armes à feu auxquelles il s'applique, de la seconde phrase de l'article 8, paragraphe 2, de la directive 91/477/CEE du Conseil du 18 juin 1991 'relative au contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes', en vertu duquel, « [s]i l'acquéreur réside dans un autre État membre, ce dernier État est informé de cette acquisition par l'État membre où l'acquisition a lieu et par l'acquéreur lui-même ».

‡LW-CGJTKCFFA-GGFIHBUQ‡

2. Comme l'a confirmé le délégué du Ministre, il résulte de la combinaison des alinéas 1er et 2 de l'article 25/2, § 6, en projet que la détention d'armes à feu neutralisées qui sont importées et qui se trouvent sur le territoire belge pour une durée maximale de huit jours est exemptée de déclaration. En vertu de l'alinéa 2 de la disposition en question, l'importateur doit uniquement « pouvoir justifier la raison de la présence temporaire de ces armes sur le territoire belge ».

Ce faisant, le projet d'arrêté méconnait le principe résultant aussi bien de l'article 8, paragraphe 1, de la directive 91/477/CEE que de l'article 3, § 2, 3°, de la loi sur les armes, selon lequel une déclaration auprès des autorités belges est requise dans tous les cas où une arme à feu neutralisée est détenue sur le territoire de l'État belge.

L'article 25/2, § 6, en projet sera revu en conséquence.

3. L'article 25/2, § 7, en projet appelle les observations suivantes :

a) En vue de se conformer à l'article 2, paragraphe 4, de la directive (UE) 2017/853, la première phrase doit être revue pour viser, non pas les personnes qui détiennent une arme neutralisée au jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet, mais celles qui ont acquis une telle arme avant le 14 septembre 2018.

b) Par ailleurs, dans la version française du texte, d'une part, dans la deuxième phrase, les mots « Il conserve » seront remplacés par les mots « Elles conservent » et, d'autre part, dans la troisième phrase, le mot « lui » sera remplacé par le mot « leur ».

Article 9

1. L'article à l'examen tend à transposer l'article 10, paragraphe 2, de la directive 91/477/CEE.

En ce qui concerne les armuriers, il trouve son fondement légal dans l'article 35, 4°, de la loi sur les armes, qui habilite le Roi à établir un code déontologique applicable aux armuriers agréés.

Par contre, en tant qu'il s'applique aux intermédiaires, il ne trouve de fondement légal dans aucune disposition de la loi sur les armes. Ainsi, l'article 35, 4°, de cette loi s'applique uniquement aux armuriers [1]. Quant à l'article 5 de la même loi, qui vise à régler l'exercice des activités d'armurier ou d'intermédiaire, il ne confère pas au Roi le pouvoir d'adopter une disposition ayant un objet tel que celui de l'article à l'examen.

Par conséquent, un texte de nature législative est requis pour transposer ou permettre au Roi de transposer l'article 10, paragraphe 2, de la directive 91/477/CEE en tant que cette dernière disposition s'applique aux courtiers.

[1] À l'instar, du reste, de l'arrêté royal du 11 juin 2011 'réglant le statut de l'armurier', que la disposition en projet tend à modifier.

‡LW-CGJTKCFFA-GGFHBUQ‡

2. Pour le surplus, l'article à l'examen appelle encore les deux observations suivantes :

a) La combinaison de la disposition, prévue par le texte en projet, qui permet – sans imposer – aux armuriers de refuser de conclure une transaction « qu'ils pourraient raisonnablement considérer comme suspecte, en raison de sa nature ou de son échelle » et de celle, prévue par la seconde phrase du texte actuel de l'article 10 de l'arrêté royal du 11 juin 2011, qui interdit purement et simplement à l'armurier de « collabore[r] […] à des transactions dont il soupçonne ou devait savoir qu'elles mettent en danger l'intégrité ou la sécurité des personnes », risque de susciter des difficultés.

L'article 10 de l'arrêté royal du 11 juin 2011 gagnerait à être revu dans son ensemble en vue d'éviter toute disharmonie entre les règles qu'il prévoit.

b) Il convient de préciser à quelles « autorités compétentes » toute tentative de transaction visée par le texte doit être signalée.

Article 10

En vertu de l'article 2, paragraphe 1, de la directive (UE) 2017/853, les mesures requises pour se conformer à celle-ci devaient être mises en vigueur au plus tard le 14 septembre 2018.

Pour éviter toute critique au regard de ses obligations à l'égard de l'Union européenne, il incombe à l'État belge de ne plus trop différer l'entrée en vigueur des mesures de transposition requises.

Le délai d'entrée en vigueur de trois mois prévu par l'article à l'examen peut, à cet égard, paraitre exagérément long.

L'article à l'examen sera revu sur ce point.

*

‡LW-GGJTKCFFA-GGFIHBUQ‡

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van de minister beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of het ontwerp onder die beperkte bevoegdheid valt, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van alle feitelijke gegevens die de minister in aanmerking kan nemen als hij moet beoordelen of het nodig is een verordening vast te stellen of te wijzigen.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONTVANKELIJKHEID VAN DE ADVIESAANVRAAG

Aan de Raad van State is gevraagd zijn advies binnen een termijn van ten hoogste vijf werkdagen mee te delen.

Krachtens artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State is een dergelijke adviesaanvraag slechts ontvankelijk "in spoedeisende gevallen die (...) met bijzondere redenen worden omkleed".

In casu blijkt uit de brief met de adviesaanvraag dat het verzoek om spoedbehandeling wordt gemotiveerd als volgt:

> "Het ontwerp strekt tot gedeeltelijke omzetting van Richtlijn (EU) 2017/853 van het Europees Parlement en de Raad van 17 mei 2017 tot wijziging van Richtlijn 91/477/EEG van de Raad inzake de controle op de verwerving en het voorhanden hebben van wapens. De eerstgenoemde richtlijn diende in nationaal recht te worden omgezet tegen uiterlijk 14 september 2018. Het ontwerp van besluit kon evenwel pas worden voorgelegd voor advies van de Raad van State na de inwerkingtreding van de wet van 5 mei 2019 houdende diverse bepalingen in strafzaken en inzake erediensten, en tot wijziging van de wet van 28 mei 2002 betreffende de euthanasie en van het Sociaal Strafwetboek, daar deze wet een noodzakelijke rechtsgrond voorzag voor dit besluit.
>
> De Europese Commissie stelde in haar met redenen omklede advies dd. 25 juli 2019 vast dat het Koninkrijk België nog niet alle maatregelen nam om de betrokken richtlijn in nationaal recht om te zetten en verzoekt om de nodige maatregelen te nemen binnen twee maanden na de ontvangst van dit gemotiveerde advies, d.i. tegen 26 september 2019, met verwijzing naar de geldelijke sancties die het Hof van Justitie kan opleggen wegens de niet-tijdige omzetting van richtlijnen.
>
> Om deze redenen, die eveneens in de aanhef van het ontwerp van besluit werden opgenomen, wordt de Raad van State om een spoedadvies verzocht."

‡LW-GGJTKCFFA-GGFHBUQ‡

Het feit dat de termijn voor het omzetten van een richtlijn verstreken is, volstaat op zich niet als bijzondere reden voor de aangevoerde feitelijke of beweerde spoedeisendheid op grond waarvan aan de Raad van State gevraagd wordt dat hij binnen een termijn van ten hoogste vijf werkdagen zijn advies meedeelt over een ontwerp van tekst waarvan het de bedoeling is bij te dragen tot de omzetting van die richtlijn.

Er dient daarenboven aangetoond te worden dat nog andere omstandigheden meer gegronde redenen opleveren voor de aangevoerde spoedeisendheid.

Dat is thans het geval, aangezien de Europese Commissie *in casu* in een met redenen omkleed advies vastgesteld heeft dat het Koninkrijk België nog diverse maatregelen dient te nemen met het oog op de omzetting van een richtlijn, in dat advies gevraagd heeft om de noodzakelijke maatregelen te treffen binnen een termijn die binnenkort verstrijkt en in datzelfde advies verwezen heeft naar de geldelijke sancties die het Hof van Justitie van de Europese Unie kan opleggen wegens de niet-tijdige omzetting van een richtlijn. Er dient evenwel benadrukt te worden dat deze omstandigheid slechts een bijzondere reden voor de spoedeisendheid vormt wat betreft de bepalingen van het ontwerp die overeenstemmen met de maatregelen die het Koninkrijk België op verzoek van de Europese Commissie binnen de aangegeven termijn dient te treffen.

Gelet op het voorgaande kan de spoedeisendheid die in de adviesaanvraag aangevoerd is, aanvaard worden wat de volgende bepalingen van het ontwerp betreft: de artikelen 4 en 5, artikel 6 voor zover dat artikel betrekking heeft op bijlage 2 en die bijlage 2 zelf, artikel 7, artikel 9, artikel 10 voor zover daarbij bepaald wordt op welke datum de voormelde bepalingen in werking treden, en artikel 11. Die bepalingen hebben immers betrekking op bepaalde van de maatregelen die het Koninkrijk België op verzoek van de Europese Commissie binnen de aangegeven termijn dient te treffen. Voor de bepalingen in kwestie is de adviesaanvraag dan ook ontvankelijk.

De spoedeisendheid die in de adviesaanvraag aangevoerd wordt, kan daarentegen niet aanvaard worden wat betreft de overige bepalingen, namelijk voor de artikelen 1 tot 3, artikel 6 voor zover dat artikel betrekking heeft op bijlage 1 en die bijlage 1 zelf, artikel 8 en artikel 10 voor zover daarbij de datum van inwerkingtreding bepaald wordt van de hier vermelde bepalingen en van artikel 10 van de wet van 7 januari 2018 'tot wijziging van de wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens en van het Burgerlijk Wetboek'. Die bepalingen behoren immers niet tot de maatregelen die het Koninkrijk België op verzoek van de Europese Commissie binnen de aangegeven termijn dient te treffen. Voor deze bepalingen is de adviesaanvraag dan ook niet-ontvankelijk.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Krachtens artikel 36, lid 4, van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 'betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening

‡LW-GGJTKCFFA-GGFIHBUQ‡

gegevensbescherming)', gelezen in samenhang met artikel 57, lid 1, c), en overweging 96 van die verordening, dient de toezichthoudende autoriteit, *in casu* de Gegevensbeschermingsautoriteit, geraadpleegd te worden bij het opstellen van een voorstel voor een wetgevingsmaatregel of een regelgevingsmaatregel in verband met de verwerking van persoonsgegevens, zoals het geval is met artikel 4 en met bijlage 2 bij dit ontwerp.

In casu heeft de gemachtigde ambtenaar te kennen gegeven dat dit vormvereiste niet vervuld is.

Er moet op toegezien worden dat dit vormvereiste vervuld wordt en, zodra het vervuld is, dient in de aanhef naar het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit verwezen te worden.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

Er is geen reden om, voor de onderzochte bepalingen, naar artikel 108 van de Grondwet te verwijzen.

Deze bepalingen ontlenen hun rechtsgrond aan de diverse bepalingen waarnaar in het tweede lid verwezen wordt, met uitzondering evenwel van artikel 12/1, tweede lid, van de wet van 8 juni 2006 'houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens' (de wapenwet).

Als de versie van het ontworpen besluit die uiteindelijk goedgekeurd wordt alleen de bepalingen bevat waarvoor de aangevoerde spoedeisendheid gegrond is, moet het eerste lid dan ook weggelaten worden en dient in het tweede lid de vermelding van artikel 12/1, tweede lid, van de wapenwet eveneens te vervallen.

DISPOSITIEF

ALGEMENE OPMERKING

Ter wille van de overeenstemming met artikel 2, lid 3, van richtlijn (EU) 2017/853 van het Europees Parlement en de Raad van 17 mei 2017 'tot wijziging van Richtlijn 91/477/EEG van de Raad inzake de controle op de verwerving en het voorhanden hebben van wapens', dient het ontwerp, bovenop hetgeen in artikel 7 bepaald wordt, aldus aangevuld te worden dat daarin vermeld wordt dat dit besluit voorziet in de gedeeltelijke omzetting van richtlijn (EU) 2017/853.

‡LW-CGJTKCFFA-GGFIHBUQ‡

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Artikel 4

1. Het ontworpen artikel 25/2, § 2, moet aldus aangevuld worden dat gezorgd wordt voor de omzetting, wat de vuurwapens betreft waarop die bepaling betrekking heeft, van de tweede zin van artikel 8, lid 2, van richtlijn 91/477/EEG van de Raad van 18 juni 1991 'inzake de controle op de verwerving en het voorhanden hebben van wapens', welke zin als volgt luidt: "Indien de verwerver ingezetene is van een andere Lid-Staat, wordt deze Lid-Staat door de Lid-Staat waar de verwerving heeft plaatsgevonden en door de verwerver zelf van die verwerving in kennis gesteld."

2. Zoals de gemachtigde van de minister bevestigd heeft, blijkt uit het in onderlinge samenhang lezen van het eerste en het tweede lid van het ontworpen artikel 25/2, § 6, dat voor het voorhanden hebben van geneutraliseerde vuurwapens die ingevoerd worden en die zich ten hoogste acht dagen op het Belgisch grondgebied bevinden, geen aangifteplicht bestaat. Krachtens het tweede lid van de bepaling in kwestie moet de invoerder alleen "de reden van de tijdelijke aanwezigheid van deze wapens op het Belgisch grondgebied kunnen verantwoorden".

Aldus wordt met het ontwerpbesluit voorbijgegaan aan het beginsel dat besloten ligt zowel in artikel 8, lid 1, van richtlijn 91/477/EEG als in artikel 3, § 2, 3°, van de wapenwet, en naar luid waarvan bij de Belgische overheid aangifte gedaan moet worden van alle gevallen waarin personen op het grondgebied van de Belgische Staat geneutraliseerde vuurwapens voorhanden hebben.

Het ontworpen artikel 25/2, § 6, moet dienovereenkomstig herzien worden.

3. Het ontworpen artikel 25/2, § 7, geeft aanleiding tot de volgende opmerkingen:

a) Ter wille van de overeenstemming met artikel 2, lid 4, van richtlijn (EU) 2017/853 moet de eerste zin aldus herzien worden dat daarin niet verwezen wordt naar elkeen die op de dag van inwerkingtreding van het ontworpen besluit een geneutraliseerd vuurwapen bezit, maar naar elkeen die vóór 14 september 2018 een dergelijk wapen verworven heeft.

b) Daarnaast moeten, in de Franse tekst van de tweede zin, de woorden "Il conserve" vervangen worden door de woorden "Elles conservent" en moet in de Franse tekst van de derde zin het woord "lui" vervangen worden door het woord "leur".

Artikel 9

1. Voorliggend artikel strekt tot omzetting van artikel 10, lid 2, van richtlijn 91/477/EEG.

‡LW-CGJTKCFFA-GGFHBUQ‡

Wat de wapenhandelaars betreft, ontleent dit artikel 9 zijn rechtsgrond aan artikel 35, 4°, van de wapenwet, waarbij de Koning ertoe gemachtigd wordt een deontologische code voor de erkende wapenhandelaars vast te stellen.

Voor zover dat artikel 9 voor de tussenpersonen geldt, ontleent het daarentegen aan geen enkele bepaling van de wapenwet rechtsgrond. Artikel 35, 4°, van die wet is immers alleen op wapenhandelaars van toepassing.[1] Bij artikel 5 van diezelfde wet, welk artikel strekt tot regeling van de uitoefening van activiteiten als wapenhandelaar of als tussenpersoon, wordt aan de Koning niet de bevoegdheid verleend om een bepaling vast te stellen met dezelfde strekking als die van het voorliggend artikel.

Bijgevolg is een tekst van wetgevende aard vereist voor het omzetten of om de Koning in staat te stellen tot het omzetten van artikel 10, lid 2, van richtlijn 91/477/EEG voor zover die bepaling op de tussenhandelaars van toepassing is.

2. Voor het overige geeft voorliggend artikel nog aanleiding tot de twee volgende opmerkingen:

a) Dat de ontworpen tekst een bepaling bevat waarin aan de wapenhandelaars niet de verplichting opgelegd wordt maar louter de mogelijkheid geboden wordt om te weigeren een transactie aan te gaan "wanneer zij die redelijkerwijze verdacht [zouden kunnen] vinden vanwege de aard of de schaal" terwijl bij de bepaling die vervat is in de tweede zin van de huidige tekst van artikel 10 van het koninklijk besluit van 11 juni 2011, aan de wapenhandelaar zonder meer verboden wordt om "mee [te werken] aan verrichtingen waarvan hij vermoedt of moest weten dat ze de integriteit of de veiligheid van personen in gevaar brengen", dreigt moeilijkheden te doen rijzen.

Men zou er goed aan doen artikel 10 van het koninklijk besluit van 11 juni 2011 in zijn geheel te herzien teneinde elk gebrek aan overeenstemming tussen de daarin vervatte regels te voorkomen.

b) Er dient verduidelijkt te worden aan welke "bevoegde autoriteiten" elke poging tot in de tekst bedoelde transacties gemeld moet worden.

Artikel 10

Krachtens artikel 2, lid 1, van richtlijn (EU) 2017/853 hadden de maatregelen om aan die richtlijn te voldoen uiterlijk op 14 september 2018 in werking moeten treden.

Ter voorkoming van elke kritiek met betrekking tot zijn verplichtingen ten aanzien van de Europese Unie dient de Belgische Staat ervoor te zorgen dat de inwerkingtreding van de vereiste omzettingsmaatregelen niet te lang uitgesteld wordt.

[1] Overigens net zoals het volledige koninklijk besluit van 11 juni 2011 'tot regeling van het statuut van de wapenhandelaar', tot wijziging waarvan de ontworpen bepaling strekt.

‡LW-GGJTKCFFA-GGFHBUQ‡

De inwerkingtredingstermijn van drie maanden bepaald in voorliggend artikel, kan in dat opzicht al overdreven lang lijken.

Voorliggend artikel moet op dat punt herzien worden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE Martine BAGUET

‡LW-GGJTKCFFA-GGFIHBUQ‡